

**COMMUNE
DE
VILLE SOUS ANJOU**

Conseil municipal du 05/11/2014
Compte-rendu

CR-CM N° 14-11 DU 05/11/2014

Présents : Mmes Decourt, Garcian, Pellat, Servonnat, Touzard-Perriolat.
Mrs Alfieri, Andrès, Lafumas, Mandrand, Recompsat, Satre, Thivolle.

Madame Eliane KHELIFI donne pouvoir de vote à Madame Josiane PELLAT.
Madame Cécile QUENTEL donne pouvoir de vote à Monsieur Julien ANDRES.
Monsieur Didier MONIN est excusé.

Madame Josiane PELLAT a été élue secrétaire de séance.

1. Approbation du compte rendu de la séance précédente

Approuvé à l'unanimité

2 .Délibération relative à la taxe d'aménagement – Possibilité de modifier le taux et d'appliquer des exonérations

Monsieur le Maire rappelle que lors du Conseil Municipal du 15 septembre 2011, il avait été décidé d'instituer sur l'ensemble du territoire communal, la taxe d'aménagement au taux de 4%. Il rappelle également que la Commune a la possibilité de mettre en place des exonérations facultatives, qui peuvent être totales ou partielles. Monsieur le Maire fait lecture des exonérations possibles et propose d'exonérer totalement en application de l'article L. 331-9 du code de l'urbanisme les abris de jardins soumis à déclaration préalable.

Délibération approuvée 13 voix Pour et 1 abstention

3. Délibération relative au versement de l'indemnité de conseil au Comptable Public

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal qu'un arrêté interministériel en date du 16 décembre 1983, fixe les conditions d'attribution de l'indemnité spéciale de conseil allouée aux comptables chargés de la fonction de receveurs des communes.

Monsieur le Maire propose l'octroi annuel de l'indemnité spéciale de conseil au taux de 100 %, fixé par l'article 4 du décret ci-dessus mentionné au bénéfice de Monsieur Robert GRAND pour toute la durée du mandat du Conseil Municipal.

Délibération approuvée à l'unanimité

4. Délibération relative au dépôt d'une demande d'aide auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône-Alpes (D.R.A.C.) pour la restauration de la Vieille Eglise

Monsieur le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il devient nécessaire de faire réaliser des travaux de restauration sur la façade occidentale de la Vieille Eglise. Il propose à l'Assemblée délibérante de se prononcer sur une demande de subvention auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles Rhône-Alpes (D.R.A.C.).

Délibération approuvée à l'unanimité

5. Délibération relative au recensement de la population – Fixation des rémunérations attribuées aux agents recenseurs et au coordonnateur communal

Monsieur le Maire fait part au Conseil Municipal que la Commune procédera à une opération de recensement de la population du 15 janvier au 14 février 2015.

Pour effectuer cette opération 2 agents recenseurs devront être nommés ainsi qu'un coordonnateur communal, il faut donc définir leur rémunération.

Monsieur le Maire propose de les rémunérer sur la base suivante :

- 1150,00 € pour l'agent qui assura le recensement proche
- 1250,00 € pour l'agent qui assura le recensement plus éloigné (Grange Neuve, le Guillomier)
- le coordonnateur communal sera rémunéré sur la base de 700,00 €

Délibération approuvée 13 voix Pour et 1 abstention

6. Délibération pour bénéficier du Système d'Information Géographique (S.I.G.) du Sédi

Le Comité Syndical du SEDI a délibéré le 9 décembre 2013, puis le 15 septembre 2014 pour fixer les conditions d'accès à un service de cartographie en ligne aux communes.

Ce service permet à la commune, sur son territoire, de :

- Visualiser les réseaux relevant des compétences transférées au SEDI : distribution publique d'électricité, gaz, éclairage public ;
- Soumettre des demandes de dépannage sur les réseaux d'éclairage public lorsqu'elle aura transféré la compétence au SEDI ;
- Personnaliser son S.I.G. (Système d'Information Géographique) par l'intégration de données propres à son territoire (urbanisme, PLU, réseaux d'eau potable, assainissement, pluvial, couches libres, ...). Ces thèmes supplémentaires donnent lieu à facturation, et doivent être fournis dans le format d'écrit dans l'annexe à la convention.

Une convention entre le SEDI et la Commune formalise le service et en particulier les droits et obligations de chaque signataire :

- Cette convention est conclue pour une durée de six ans renouvelable par tacite reconduction ;
- La Commune n'est pas responsable des données dont elle n'est pas propriétaire et ne peut s'en attribuer la propriété ;
- La Commune reconnaît que les données mises en consultation via le S.I.G. et mises à disposition par le SEDI ne sont fournies qu'à titre indicatif et n'ont aucune valeur réglementaire, et n'exemptent pas la Commune de ses obligations en matière de

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal la convention correspondante et propose d'adhérer à ce service.

Délibération approuvée à l'unanimité

7. Délibération pour bénéficier de l'Intermédiation Technique et Financière (I.T.F.) du Sédi

Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que les extensions de réseau de distribution publique d'électricité rendues nécessaires par la délivrance d'une autorisation d'urbanisme, sont à la charge des communes compétentes en matière d'urbanisme (lois SRU, UH et élec. du 10 février 2000) et que de ce fait les collectivités sont amenées à devoir analyser les propositions techniques et financières de leur concessionnaire ERDF. Cependant, les services des collectivités ne disposent pas toujours des compétences techniques pour analyser correctement les propositions d'ERDF.

De ce fait, le Sédi se propose d'analyser les propositions techniques et financières du concessionnaire ERDF dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme AU (permis d'aménager, permis de construire, déclaration préalable) et certificats d'urbanisme. Il va vérifier l'adéquation de la solution technique proposée par le concessionnaire avec l'état des réseaux et la demande de raccordement dont le concessionnaire est saisi ainsi que la vérification des coûts devisés en application du barème du concessionnaire en vigueur, approuvé par la Commission de Régularisation de l'Energie (CRE).

Délibération approuvée à l'unanimité

8. Demande de subvention déposée par l'Association « La Maison Des Lycéens du Lycée Galilée » à Vienne

Monsieur le Maire indique au Conseil Municipal qu'il a réceptionné une demande de subvention émanant de l'Association « La Maison Des Lycéens du Lycée Galilée » concernant le financement d'un voyage scolaire. Après discussion, le Conseil Municipal décide d'émettre un avis défavorable à cette demande de subvention.

9. Questions diverses

Transfert des pouvoirs de police administrative spéciale des maires

Monsieur le Maire indique que le Président de la C.C.P.R. a refusé le transfert de l'exercice des pouvoirs de police administrative spéciale des maires suite aux oppositions de plusieurs maires de la Communauté de Communes. De ce fait, ne pouvant pas exercer ces pouvoirs de façon homogène sur l'ensemble du territoire de la C.C.P.R., le Président a émis un arrêté de refus de transfert qui a été notifié aux 22 communes membres.

C.C.P.R.

➤ Commission culture – Médiathèque

Un nouveau pôle médiathèque devrait voir le jour, le projet est à l'étude. Actuellement, il n'existe qu'une seule médiathèque sur l'ensemble du territoire de la C.C.P.R. et la création d'un nouveau pôle devient nécessaire.

Deux projets sont à l'étude :

- Développement et réhabilitation de la Médiathèque de Saint Maurice l'Exil, avec un coût de travaux estimé à 1 800 000 €

- Construction d'un nouveau pôle soit sur Roussillon ou le Péage de Roussillon, avec un coût estimé à 2 500 000 €, à cela viendra s'ajouter le coût en personnel qui lui, est estimé à 500 000 € à 600 000 € par an.

Pour l'instant, les membres du bureau de la C.C.P.R. optent pour le développement de la médiathèque de Saint Maurice l'Exil mais rien n'est encore définitif.

La Commune de Roussillon ainsi que la C.C.P.R. restent tout de même acquéreurs des terrains sur lesquels le projet de construction de la nouvelle médiathèque devait avoir lieu.

➤ Commission développement du commerce

L'association des commerçants, artisans et prestataires de services du Pays Roussillonnais, Commerce et Savoir-faire, et la Chambre de Commerce et d'Industrie Nord Isère (CCI) mettent en place une monnaie locale complémentaire : « L'EDIT ». Il s'agit pour les deux structures de créer une monnaie sur le Pays Roussillonnais, qui fonctionne en complément de la monnaie nationale, pour défendre des principes liés à l'économie sociale et solidaire. Elle n'a pas de cours légal et ne peut faire l'objet de spéculation. Son but principal est de dynamiser l'économie locale, promouvoir le commerce de proximité auprès du grand public et soutenir les entreprises indépendantes.

Le but d'une monnaie locale complémentaire telle que l'EDIT est avant tout de sensibiliser à des valeurs par le biais d'un outil d'échange que tout le monde utilise : la monnaie. Pour l'association Commerce et Savoir-faire et la CCI Nord Isère il s'agit de déclencher une prise de conscience de l'importance des échanges locaux et promouvoir une certaine éthique. Ainsi, des « coupons d'échanges », seront bientôt mis en circulation et seront valables chez toutes les entreprises adhérentes à l'association.

Sur la base de « 1 unité = 1 euro », les coupons représenteront des valeurs différentes (1, 5, 10 et 20 unités) et seront proposés à l'échange pour :

- Les particuliers souhaitant soutenir l'action
- Les entreprises de proximité
- Les collectivités...

➤ Commission équipements sportifs

Une réflexion est menée sur la possibilité de construire un gymnase sur les territoires « Est » de la Communauté de Communes du Pays Roussillonnais.

➤ Commission tourisme

La mise en place de panneaux directionnels indiquant les sites à visiter sur la commune (la Madone, l'église ainsi que la Vieille Chapelle) est en cours.

Conseil d'école

Madame Josiane PELLAT indique que lors du dernier Conseil d'Ecole, des problématiques ont été soulevées concernant l'organisation des N.A.P. (Nouvelle Activités Périscolaires). En effet, certains parents trouvent que le système d'inscription est compliqué et souhaitent que le temps de garderie de 15h15 à 16h15 puisse être divisé par tranches de ½ heures et non plus facturé sur la base d'une heure complète. Les parents d'élèves délégués doivent faire parvenir rapidement à la Mairie l'ensemble des doléances émises par les parents d'élèves.

Elle indique également que depuis la rentrée scolaire de septembre, les ateliers dédiés aux élémentaires sont annulés à chaque période par manque de participants et que par contre, les ateliers pour les maternelles/CP ont du succès.

Madame Josiane PELLAT explique que par manque de fréquentation la garderie du mercredi midi (de 11h30 à 12h30) est supprimée.

Goûter de Noël à la Résidence Services Champérin

Madame Josiane PELLAT indique que le C.C.A.S. souhaite organiser comme chaque année « un goûter de Noël » pour les locataires de la Résidence Services Champérin, la date est fixée cette année au mercredi 17 décembre prochain, à la salle de restauration de l'école. Un courrier a été adressé à Madame Puel, directrice de la Résidence, pour lui faire part de cette proposition.

Repas des Aînés

Madame Josiane PELLAT indique que cette année, le repas des aînés aura lieu le 15 mars 2015.

Vœux du Maire

Madame Josiane PELLAT rappelle que les vœux du Maire sont programmés le 9 janvier prochain à 18h30 à la salle Emile Romanet.

Commémoration du 11 Novembre

Madame Josiane PELLAT indique que cette année la cérémonie de commémoration du 11 Novembre se déroulera à 11h30 avec la participation de la Batterie Fanfare.

Accueil nouveaux habitants

Madame Josiane PELLAT indique que la réception d'accueil des nouveaux habitants se déroulera le vendredi 12 décembre prochain à la salle de Terrebasse.

Pass' Partout 2015

Madame Josiane PELLAT indique que la Commission de Rédaction lance un appel afin de trouver des photographies originales, qui serviront à l'illustration de la couverture du Pass' Partout ainsi que des idées d'articles sur l'histoire locale.

Commission Jeunesse du centre Social

Madame Josiane PELLAT rappelle que la réunion de la Commission jeunesse au Centre Social se tiendra le 17 novembre prochain.

Personnel communal

Monsieur le Maire indique qu'il a reçu fin octobre la démission de Monsieur Patrick MOREL, Adjoint technique sur la Commune depuis 2010. En effet, cet agent a la possibilité de cesser son activité professionnelle dès 55 ans, Monsieur le Maire a accepté cette démission. De ce fait, à compter du 30 novembre prochain, il ne fera plus partie des effectifs du personnel communal. Une action de recrutement a été lancée auprès du pôle emploi, par voie d'affichage sur la commune et les communes environnantes.

Madame Josiane PELLAT indique qu'un pot de départ sera organisé à son intention.

Monsieur le Maire indique également que suite à la réforme des rythmes scolaires, il a été nécessaire de réorganiser les postes des agents communaux de l'école et qu'il travaille actuellement sur leurs fiches de poste.

Aire camping-car

Monsieur le Maire indique qu'il a reçu un courrier de remerciement de la part d'un camping-cariste concernant les prestations que la Commune offre aux usagers via la borne camping-car.

Fin de la séance à 22h45

CR CM -14-11 du 5 novembre 2014

Le Maire,

Luc SATRE